



**PRÉFET
DE LA LOZÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

Unité Interdépartementale Gard-Lozère

Arrêté préfectoral complémentaire n° PREF DREAL 2025-099-001 du
actualisant les modifications des conditions d'exploitation de la
carrière située au lieu-dit « La Bécède » sur le territoire de la
commune de Lachamp-Ribennes
Exploitant : SARL TECHNI-LAUZE

9 - AVR. 2025

Le préfet de la Lozère
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.181-14, R.122-2, R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°04-0042 du 16 janvier 2004 autorisant la SARL TECHNI-LAUZE gérée par Mr. Bernard BOULARD à exploiter une carrière à ciel ouvert de schistes sur le territoire de la commune de LACHAMP

VU le porter à connaissance n°GEO-22-003a reçu à la préfecture le 9 mai 2023 relatif aux modifications des conditions d'exploitation de la carrière ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement daté du 26 février 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté par courrier recommandé du 27 février 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la SARL TECHNI-LAUZE est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert sur la commune de Lachamp-Ribennes ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection en 2021, l'inspection des installations classées a constaté qu'il y avait un dépassement chronique des tonnages moyens autorisés par l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a demandé que l'exploitant établisse un porter à connaissance avec les éléments suivants :

- une quantification du volume restant exploitable,
- une définition d'un tonnage d'extraction et commercialisation adapté,
- la présentation d'un phasage quinquennal d'exploitation,
- la présentation d'un plan de gestion des déchets d'extraction,
- la présentation des conditions de remise en état, coordonnées avec l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a déposé en préfecture le 9 mai 2023 un porter à connaissance avec les éléments demandés par l'inspection suite à la visite d'inspection de 2021 ;

CONSIDÉRANT que pour réduire le taux de déchets d'extraction et valoriser au mieux le gisement, les produits finis sont constitués de lauze, de pierre de taille, de barrettes et de linteaux ;

CONSIDÉRANT que dans le porter à connaissance, le bureau d'étude en charge du dossier évalue un gisement disponible de 29 000 m³ avec une limite inférieure située à une côte de 1062 m NGF ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral n°04-0042 du 16 janvier 2004 fixe une limite inférieure d'extraction à la côte de 1050 m NGF ;

CONSIDÉRANT que le tonnage moyen annuel d'extraction demandé par l'exploitant est de 4000 tonnes, soit un volume d'extraction d'environ 16 000 m³ ;

CONSIDÉRANT que la modification du tonnage moyen d'extraction sollicité est cohérente avec le gisement calculé ;

CONSIDÉRANT que le nouveau phasage présenté par l'exploitant est cohérent aux principes de phasages des carrières limitrophes ;

CONSIDÉRANT que la remise en état est coordonnée avec l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que le principe de remise en état prescrit à l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004 reste inchangé, la vocation étant soit une renaturation soit un usage agricole ;

CONSIDÉRANT que cette demande ne s'accompagne pas d'une extension de l'emprise géographique pour l'extraction des matériaux ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées n'engendrent pas le dépassement des seuils fixés dans le tableau en annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 04-0042 du 16 janvier 2004 pour mettre à jour le phasage, les garanties financières, et les tonnages autorisés ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Lozère.

ARRÊTE

Article 1^{er} Bénéficiaire et portée de l'arrêté

La société TECHNI-LAUZE (n° SIRET : 40871005100025) bénéficie de l'intégralité des droits et doit se conformer à toutes les obligations attachées à l'autorisation préfectorale du 16 janvier 2004 susvisée et les prescriptions complémentaires du présent arrêté.

Article 2 – Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°04-0042 du 16 janvier 2004 sont modifiées selon les éléments ci-après :

Prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 04-0042 du 16 janvier 2004	Actions	Prescriptions du présent arrêté
Article 1.4 Consistance des installations classées	Remplacé par	Article 3 - Consistance des installations classées
Article 1.10.2.2 Montant des garanties financières	Remplacé par	Article 4 - Montant des garanties financières
Article 7.4 Phasage de réhabilitation du site	Remplacé par	Article 5 - Phasage de réhabilitation du site

Article 3 – Consistance des installations classées

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°04-0042 du 16 janvier 2004 et du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes :

Tonnages maximums annuels à extraire	: 4800 tonnes
Tonnages moyens annuels à extraire	: 4000 tonnes
Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés	: 11 835 m ²
dont superficie de la zone à exploiter	: 8 935m ²
Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée	: Schistes
Modalité d'extraction	: engins mécaniques, explosifs
Hauteurs maximales des fronts	: 7 mètres
Limite inférieure d'extraction	: 1062 m NGF

Article 4 – Montant des garanties financières

Le montant des garanties doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par des périodes quinquennales successives.

Les nouveaux montants minimums des garanties financières pour les phases 5 et 6 sont les suivants :

- phase 5 (2024-2028) : 28 769 €

- phase 6 (2029-2034) : 24 092€

Ces montants ont été évalués conformément aux règles fixées par l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées. L'indice TP01 utilisé pour le calcul des garanties financières s'élève à 130.6 (décembre 2024 apparu au JO du 16/02/2025).

En cas d'absence de fourniture d'un acte cautionnement avec le montant actualisé des garanties financières sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, le préfet engage les sanctions visées à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 – Phasage d'exploitation et réhabilitation du site

La remise en état du site est fixée par le schéma de principe annexé au présent arrêté.

La durée restante de l'autorisation est divisée en deux périodes quinquennales. À chaque période, correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximal au sein de cette période. Le schéma de principe d'exploitation présente les modalités d'exploitation pendant ces périodes.

L'exploitation de la carrière se fait par des passes consécutives de deux mètres d'épaisseur, en progressant de l'Ouest vers l'Est. Pour atteindre la limite d'extraction, l'exploitation se fait sur 6 passes.

Article 6 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr :

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 7 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 8 – Exécution et copie

La secrétaire générale de la préfecture de la Lozère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la maire de Lachamp-Ribennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Mende, le

9 - AVR. 2025

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale

Laure TROTIN